

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-priorite-du-capital-sur-le-travail-et-la-nature-nouvelle-interpretation-de-la-crise-actuelle>

Cahiers de la pensée critique latinoaméricaine

La priorité du capital sur le travail et la nature : nouvelle interprétation de la crise actuelle.

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -
Date de mise en ligne : lundi 3 janvier 2011

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

I. SYNTHÈSE DE L'INTERPRÉTATION DIFFÉRENTE

Ce texte est la suite des documents « *La crise immobilière aux Etats-Unis. L'éventuelle septième crise cyclique de l'économie mondiale* » (« *La Crisis Inmobiliaria en Estados Unidos. La Eventual Séptima Crisis Cíclica de la Economía Mundial* »), Caputo, 2008 [Voir document Pdf. en espagnol dans la version esp de cet article] et « *La crise actuelle de l'économie mondiale. Une nouvelle interprétation théorique et historique* » (« *La crisis actual de la economía mundial. Una nueva interpretación teórica e histórica* »), Caputo, 2009 [Voir document Pdf. en espagnol dans la version esp de cet article]. Sur la base de ces deux documents et l'évolution de la crise, nous présentons une synthèse de notre interprétation.

A. Les profits importants enregistrés par les sociétés non financières font de celles-ci les bailleurs de fonds du système financier.

1. Dans notre interprétation théorique et historique -différente et opposée à la simple caractérisation de crise financière-, nous sommes partis du constat selon lequel, à l'échelle mondiale, les profits et le taux de profits des grandes multinationales productrices de biens et services ont augmenté à partir de la moitié des années 1980, et sont restés élevés durant les dernières années qui ont précédé le début de l'actuelle crise mondiale.
2. Une des caractéristiques fondamentales de cette crise est qu'elle survient à un moment où, globalement, les grandes entreprises productrices de biens et services enregistrent des profits et des taux de profits élevés. Les profits augmentent considérablement, accaparant une partie des salaires des travailleurs ainsi que des revenus des ressources naturelles des Etats et autres propriétaires, et une partie des profits des petites et moyennes entreprises. A l'échelle des pays, des régions et au niveau mondial, se produit une redistribution régressive de la production et du revenu en faveur des grandes entreprises.
3. Ces profits élevés ont fait de ces entreprises les bailleurs de fonds du système financier (Caputo, 2007). Leurs investissements, rachats d'entreprises et autres fusions ont été financés en grande partie avec leurs capitaux propres, provenant des importants profits générés.
4. Les entreprises productrices de biens et services n'ont plus représenté un secteur significatif pour les investissements du secteur financier. Le capital productif s'émancipe relativement du capital financier.
5. Les fonds importants accumulés par le secteur financier, qui incluent les investissements financiers subventionnés par une partie des profits des entreprises, en plus d'autres fonds, ont été placés dans les entreprises technologiques, provoquant ensuite la crise de l'internet puis la crise économique mondiale de 2001.
6. Au cours de la décennie actuelle, s'ajoutent aux profits importants des entreprises productrices de biens et services, les fonds souverains et les réserves internationales croissantes qui proviennent aussi de l'économie réelle.
7. Afin de surpasser la crise de 2001, ces importants fonds financiers générés dans l'économie réelle ont été investis dans le logement, et accompagnés de crédits hypothécaires massifs.
8. Le FMI a qualifié les dernières crises de crises financières, mettant en avant l'importance de la production et de la

distribution à l'échelle mondiale, afin d'occulter l'augmentation des bénéfices ainsi que la diminution des revenus des ressources naturelles et des rémunérations des travailleurs.

9. Le qualificatif de crise financière est pleinement assumée par l' « académie », ainsi que par les autres institutions internationales et par les médias, y compris par une partie significative de la pensée critique.

10. D'autres expliquent cette crise par le biais d'interprétations générales, crise du capitalisme, crise de société, et incluent dans celles-ci les crises alimentaires, les crises énergétiques, le réchauffement de la planète, etc. Pour nous il est nécessaire de faire une analyse concrète de la réalité perceptible de cette crise plutôt que de réfuter ces analyses effectives avec des formulations générales.

11. Une interprétation concrète de la crise actuelle, à la différence des analyses générales qui la définissent par exemple comme une crise financière -ou encore comme une crise sociétale - pourrait permettre de relancer l'économie et la capacité de lutte des travailleurs et des mouvements sociaux dans les différents pays, afin de faire valoir leurs intérêts immédiats : emploi, rémunération, droit au Fond de Pension, retour de la souveraineté sur les ressources naturelles.

12. De plus cela permet de mieux comprendre les autres manifestations de la crise du capitalisme. Par exemple, cette interprétation est intimement liée et explique, en grande partie, le réchauffement de la planète.

B. Les profits importants des entreprises multinationales proviennent d'une redistribution régressive de la production et du revenu au niveau mondial

1. Les profits élevés des grandes multinationales productrices de biens et services sont le résultat de la mondialisation de l'économie durant les dernières décennies, et de sa base théorique : le néolibéralisme.

2. Avec la mondialisation et le néolibéralisme les économies se sont ouvertes à la libre circulation des marchandises et plus précisément du capital.

3. Avec le soutien des Etats se généralisent le libre fonctionnement du marché du travail et les lois sur la flexibilité du travail très favorables aux entreprises.

4. Il se produit globalement une forte diminution de la participation des salaires dans la production à l'échelle des pays, des régions et dans le Produit Mondial. Simultanément la part des profits dans la production augmente.

5. Avec la mondialisation et le néolibéralisme la privatisation des ressources naturelles prend de l'ampleur dans de nombreux pays. La participation des revenus des ressources naturelles dépendant des propriétaires initiaux -revenus que s'approprient de plus en plus les grandes multinationales- diminue.

6. L'importante augmentation des profits à l'échelle planétaire et leur participation dans la production au niveau mondial sont rendues possibles grâce aux deux sources principales suivantes : les sommes prélevées sur les salaires des travailleurs et sur une partie des revenus des ressources naturelles.

7. La mondialisation de l'économie a été une réponse au faible niveau des profits et du taux de profits durant les années 1970 jusqu'à la moitié des années 1980. A partir de là, les profits et le taux de profits commencent à augmenter.

C. Croissance importante de la production mondiale et limitation de la consommation.

1. L'importante augmentation de la production mondiale et les niveaux élevés de concurrence ont amplifié la surproduction mondiale des produits industriels, particulièrement des produits de haute technologie, et ont aussi aggravé la sous-production, surtout des métaux et des produits énergétiques.
2. Les profits importants ont commencé à être affectés par la diminution des prix des produits industriels et par l'augmentation des coûts durant les dernières années précédant la crise actuelle. Cependant, les profits et les taux de profits malgré leur diminution ont continué d'être élevés.
3. La globalisation s'est accompagnée d'une forte augmentation de la production mondiale, qui, ajoutée à la surproduction, engendre simultanément une limitation des capacités de consommation.

D. Développement du crédit, reproduction économique et crise immobilière.

1. Les limitations des capacités de consommation ont été momentanément surpassées grâce à l'important développement du système de crédit et à un endettement généralisé conséquent, qui ont permis le fonctionnement de l'économie mondiale durant les dernières décennies avant la crise actuelle.
2. Aux Etats-Unis le développement important du secteur immobilier, ajouté à l'augmentation des dépenses militaires et à la croissance de la consommation -appuyée sur la forte expansion du crédit et la diminution des impôts-, a permis de surpasser la crise des débuts de cette décennie.
3. La bulle immobilière a été engendrée par des taux d'intérêts faibles associés à des crédits à haut risque. Cette bulle immobilière et pas seulement financière, a atteint son point culminant lors de son éclatement car la construction résidentielle est un des secteurs réels les plus importants de l'économie.
4. L'expansion des projets immobiliers et l'augmentation des crédits hypothécaires se sont développées dans de nombreux pays.

II. LES PROFITS DES ENTREPRISES ETATSUNIENNES, AUX ETATS-UNIS ET DANS LE MONDE

Nous présenterons ensuite le fondement de notre interprétation, analysant dans cette seconde partie les profits à l'échelle mondiale, et le taux de profits dans une troisième partie, utilisant les informations statistiques que nous possédons concernant l'économie des Etats-Unis. Ces données complètent l'information présentée dans les travaux cités précédemment sur la diminution de la participation des rémunérations des travailleurs et l'augmentation de la participation des profits dans le Produit en Amérique Latine, en Europe et aux Etats-Unis.

A. Les profits des Etats-Unis dans le monde

(aux Etats-Unis et des entreprises étasuniennes dans d'autres pays du monde)

1. A partir de 1965 et jusqu'à la moitié des années 1980 (vingt ans) les profits globaux des Etats-Unis (aux Etats-Unis et à l'extérieur) ont relativement stagné. En moyenne, sur vingt ans, les profits globaux en termes de

dollars constants se sont maintenus à des niveaux à peine supérieurs à 400 milliards de dollars.

2. Cette stagnation relative des profits a une signification plus importante si l'on tient compte du fait que la production, les populations et d'autres indicateurs augmentent.

3. A partir de la moitié des années 1980 coïncidant avec la mondialisation de l'économie, les profits des Etats-Unis connaissent alors une augmentation extraordinaire. La mondialisation de l'économie et l'expansion planétaire du néolibéralisme ont changé le panorama et le dynamisme du capitalisme. Aux Etats-Unis, les profits augmentent de 400 milliards environ à plus de 1000 milliards de dollars à la fin des années 1990.

4. Pendant la crise de 2001 ils diminuent mais se maintiennent à des niveaux élevés.

5. Durant la crise actuelle, les profits diminuent toujours plus et de manière plus rapide qu'au début de cette décennie. Cependant, ils se maintiennent à des niveaux élevés.

B. La croissance des profits des entreprises étasuniennes dans les autres pays.

Les profits globaux aux Etats-Unis augmentent aussi à partir de la moitié des années 1980. Mais les profits des entreprises étasuniennes à l'étranger augmentent beaucoup plus vite.

1. Cette croissance est impressionnante à partir du début des années 1990, qui correspondent à la décennie durant laquelle la mondialisation de l'économie se consolide, et la croissance est même meilleure après la crise de début 2000.

2. Durant les années 1980, les profits des entreprises étasuniennes à l'étranger ont tourné autour de 50 milliards de dollars. Durant les années 1990 ils augmentent en moyenne à 100 milliards de dollars. En 2007 ils dépassent les 500 milliards de dollars, et en 2008 ils sont de près de 550 milliards de dollars.

3. Ces profits à l'étranger enregistrés lors de ces dernières années, sont très parlants si l'on tient compte du fait que les plans de sauvetage mis en place par les Etats-Unis afin de surmonter cette importante crise ont été de l'ordre de 700 milliards de dollars.

4. Cette information confirme l'importance théorique et méthodologique de l'approche de l'économie mondiale. L'analyse de l'économie des Etats-Unis (et des pays développés) ne peut s'en tenir à l'analyse interne de l'économie étasunienne. Une telle approche de l'économie nationale peut mener à de profondes erreurs d'interprétation. Plus précisément la situation des Etats-Unis doit être analysée à partir de la participation de ses entreprises à l'économie mondiale.

5. L'existence objective de l'économie mondiale ne se manifeste pas seulement dans la structure productive mondiale et la circulation à l'échelle planétaire des marchandises, mais aussi au niveau de la reproduction du système à travers les investissements, les profits globaux et les taux de profits.

C. Proportion des profits enregistrés à l'étranger par rapport aux profits globaux des Etats-Unis

1. Entre 1950 et 1965, les profits des entreprises étasuniennes à l'étranger étaient inférieurs à 8%. De 1970 à 1995, à l'exception des années 1980, ce pourcentage augmente à hauteur de 11% puis de 20%. Durant les années 2000,

2005 et 2006, ce pourcentage augmente au-delà de 30%.

2. En 2007 ils augmentent jusqu'à 42,3% et en 2008 les profits des entreprises étasuniennes à l'étranger équivalent à 55,3% des profits des entreprises étasuniennes aux Etats-Unis.

3. Cette forte croissance est due au fait que les profits aux Etats-Unis commencent à diminuer avant la crise, et les profits générés à l'extérieur continuent d'augmenter.

4. Jusqu'à la fin des années 1990, les profits du secteur secondaire (industriel) des Etats-Unis étaient supérieurs aux profits des entreprises étasuniennes à l'étranger.

5. A partir du début des années 1990 un changement historique s'opère. Les profits globaux des entreprises étasuniennes à l'étranger sont supérieurs aux profits des entreprises étasuniennes aux Etats-Unis dans le secteur secondaire (secteur industriel). Le secteur secondaire comprend tous les secteurs production de biens durables et non durables.

III. LES TAUX DE RENTABILITE DES SOCIETES NON FINANCIERES AU SEIN DES ETATS-UNIS

Nous utilisons comme taux de rentabilité les taux de rendements et les taux de profits des sociétés non financières, provenant de documents spécifiques publiés périodiquement par le Département du Commerce des Etats-Unis.

Les taux de rendements : excédents opérationnels sur le stock net du capital 1960/2008

Les taux de rendements correspondent aux excédents opérationnels sur le capital fixe. Ces excédents opérationnels sont équivalents aux ventes moins le coût du travail et les produits intermédiaires. Ils correspondent aussi à la somme des profits qui restent dans les entreprises plus les intérêts nets et les transferts entre entreprises. Le stock net du capital inclut les inventaires.

6. La tendance des taux de rendements montre qu'au cours des dernières années ils récupèrent les niveaux du début des années 1970 et même du début des années 1960, comme on peut l'observer sur les deux graphiques ci-dessous. La tendance concernant les taux de rendements est plus marquée après le paiement des taxes. En 2006, ce taux est supérieur à celui de 1969 ainsi qu'à celui du début des années 1960.

7. Les taux moyens de la dernière décennie sont affectés par la concurrence internationale et la surproduction des produits industriels et de haute technologie ainsi que par la sous-production, plus particulièrement des produits énergétiques et des métaux, ce qui signifie une baisse des prix et une augmentation des coûts affectant la rentabilité. Cependant, en moyenne, les taux de rendements continuent d'être relativement élevés.

8. Les entreprises de production -de biens durables ou non durables- enregistrent des taux de rendements plutôt supérieurs à ceux des sociétés appartenant à l'ensemble du secteur industriel non financier, et celles-ci enregistrent des taux de rendements plus élevés que ceux de l'ensemble des sociétés non financières.

B. Les taux de profits des sociétés non financières pendant la période 1960-2005

Le taux de profits des sociétés non financières est égal au profit qui reste dans les entreprises, une fois déduits du capital les intérêts nets et autres transactions. Les taux de profits des sources consultées correspondent à la période 1965-2005.

9. La tendance des taux de profits des entreprises montre un redressement important, en comparaison à celle du début des années 1980, particulièrement après impôts, et jusqu'à la fin des années 1990. Après cela ils se retrouvent très affectés avant et pendant la crise des débuts de cette décennie, et ensuite ces taux de profits augmentent rapidement jusqu'à 2005.
10. Le taux de profit des sociétés non financières a été favorisé par la diminution du paiement des intérêts nets et par une forte baisse des impôts.
11. Pendant la majeure partie des années 1960, les intérêts nets ont tourné autour 7,5%, durant les années 1970 ils se rapprochaient des 20%. Durant les années 1980 ils ont été supérieurs à 25% et en quelques années ils ont dépassé les 30%.
12. A partir du début des années 1990 les taux d'intérêts diminuent de niveaux supérieurs à 30% et se rapprochent des 15% à la fin des années 1990. Durant la crise de 2001, ils augmentent pour ensuite retomber soudainement autour des 17% en 2005. Comme les taux d'intérêts ont continué à diminuer, le pourcentage des intérêts nets payés par les sociétés non financières a dû continuer de baisser durant les dernières années.
13. L'augmentation des profits des entreprises productrices de biens et services et la diminution des intérêts nets constituent des éléments fondamentaux qui expliquent l'autonomie relative des entreprises productrices de biens et des services par rapport au capital financier, en comparaison à la situation de forte dépendance financière des années 1980.
14. De plus les impôts payés par les entreprises ont substantiellement diminué. Durant les années 1970 le taux d'imposition moyen des entreprises productrices de biens et services étaient approximativement de 45%. Durant la décennie actuelle, les impôts sur les profits ont diminué en moyenne à 25%.
15. C'est-à-dire, en termes de taux, qu'ils ont diminué d'environ 45%, ou encore que le taux d'impôts que payaient antérieurement ces entreprises productrices de biens et services était supérieur à 80% aux taux actuels.
16. L'augmentation des profits et du taux de profits, la diminution des intérêts nets et du montant des impôts, donnent aux entreprises productrices de biens et services une position de force par rapport au capital financier.

IV. Conclusions : La crise actuelle et ses perspectives

1. Dans le premier document mentionné de début 2008, nous mettons en relation au sein du titre la crise immobilière et l'éventuelle septième crise cyclique. Dans le second document mentionné nous affirmons qu'en réalité la crise actuelle est beaucoup plus profonde que les crises cycliques précédentes qui ont commencé à partir de 1974.
2. Les six crises cycliques antérieures ont été des crises au début et au sein de la mondialisation actuelle de l'économie. La crise actuelle est une crise de la mondialisation et de sa base théorique : le néolibéralisme.
3. La crise est en train de provoquer des changements dans la globalisation actuelle de l'économie mondiale. Des transformations s'opèrent au niveau de l'hégémonie avec la présence émergente et croissante de la Chine. Il y a des changements dans les relations entre les pays et entre les régions. Mais aussi dans le processus d'intégration, apparaissent notamment de nouvelles formes d'intégration. Il y a des changements au niveau de la circulation de

l'argent dans le monde. Et des mutations dans les institutions internationales.

4. La crise actuelle pourrait donner lieu à la rupture ou du moins initier la rupture entre l'actuel processus de mondialisation et le passage vers une nouvelle économie mondiale fondée et articulée sur la base des blocs régionaux.

5. Cependant il existe trois caractéristiques significatives qui limitent les transformations et empêchent la rupture du processus de mondialisation. Premièrement il se trouve que les syndicats des travailleurs et les mouvements sociaux sont fortement affaiblis au niveau des pays, des régions et au niveau mondial. Ce sont eux qui ont subi les impacts majeurs de la crise.

6. Deuxièmement, le néolibéralisme s'est enraciné dans la conscience sociale générant l'individualisme. Au début de la crise la popularité du néolibéralisme a fortement chuté. Cependant, ces principes se sont à nouveau retrouvés renforcés à travers la propagande des médias et la modernisation des institutions internationales, en particulier du Fond Monétaire International.

7. Troisièmement. Cette crise a lieu dans un contexte où la masse et le taux de profits des sociétés productrices de biens et services non financières sont élevés, ce qui reflète la domination toujours plus importante des grandes multinationales -du capital- au niveau mondial sur la société, sur la nature et sur les Etats.

8. Malgré une certaine diminution des profits des entreprises productrices de biens et services, dans une perspective sur le long terme ils restent élevés. Les entreprises, afin de surmonter la crise ont préféré recourir au renvoi du personnel et à la baisse des rémunérations. L'indicateur social le plus significatif est l'importance du chômage et l'augmentation des emplois précaires, une situation qui perdure d'année en année, même après être sorti de la crise.

9. Les niveaux de profits élevés expliquent en grande partie tout le déroulement de la crise : cela explique pourquoi la crise immobilière a tardé si longtemps avant de se transformer en crise de l'économie étasunienne puis en crise de l'économie mondiale ; cela explique aussi l'impact plus faible qu'on ne le pensait initialement sur les indicateurs macroéconomiques du Produit ; et cela explique aussi pourquoi la crise n'a pas été aussi profonde et aussi longue que ce que l'on prévoyait au début.

10. Cependant, cette crise peut être présentée comme une crise à double détente qui va générer une nouvelle crise dans un bref délai et/ou qui va créer les conditions pour qu'une nouvelle crise importante se produise dans quelques années. Ces alternatives sont possibles étant donné que les politiques économiques ont pris le chemin de la crise -surtout en ce qui concerne les aspects financiers de la crise immobilière-, quant au déroulement de la crise en elle-même, selon notre interprétation les causes qui l'ont générée se sont aggravées.

BIBLIOGRAPHIE

- ▶ **Caputo, Orlando**, 2007. "Le capital productif et le capital financier dans l'économie mondiale et en Amérique Latine » (El capital productivo y el capital financiero en la economía mundial y en América Latina) par **Gambina, Julio C.** et **Estay, Jaime** (comps.) Jusqu'où va le système mondial ? Buenos Aires : CLACSO, FISYP ; RLS et REDEM).
- ▶ **Caputo, Orlando**, 2008 « La crise immobilière aux Etats-Unis. L'éventuelle septième crise cyclique de l'économie mondiale » (La crisis inmobiliaria en Estados Unidos. La eventual séptima crisis cíclica de la economía mundial), dans Sujets d'Economie Mondiale, au Centre de Recherche de l'Economie Mondiale (La Havane), juillet.

- ▶ **Caputo, Orlando**, 2009. « La Crise actuelle de l'Economie mondiale. Une Nouvelle Interprétation Théorique et Historique » (La Crisis Actual de la Economía Mundial. Una Nueva Interpretación Teórica e Histórica) par Estay, Jaime (coord.) La crise Mondiale et son Impact en Amérique Latine (Puebla : Benemérita Université Autonome de Puebla).
- ▶ **Hodge, Andrew W.** et **Corea, Robert J.**, 2009. « Taux de rendements des sociétés non financières nationales » (Return for Domestic Non-financial Business), dans Enquête sur le monde des affaires actuel.
- ▶ **U.S Department of Commerce**, 2009. « Questions récurrentes » (Frequently Asked Questions).
- ▶ **Caputo, Orlando** et **Radrigán, Juan**, 2001. « Accumulation, taux de profits et investissement dans les pays capitalistes développées » (Acumulación, tasa de ganancia e inversión en los países capitalistas desarrollados) dans Recherche et Critique. L'Economie Mondiale et la Crise Actuelle de l'Economie Chilienne (Santiago de Chile : Université Arcis).

1.- Une version plus complète du texte de ce cahier a été publiée par : Gambina (coord.) La crise capitaliste et ses alternatives. Un regard depuis l'Amérique Latine et les Caraïbes. Livre du groupe de travail CLASCO « Economie mondiale, Entreprises Multinationales et Economies Nationales »

2.- Document écrit avant l'acceptation de fait que la crise immobilière se soit transformée en crise mondiale (septembre ou octobre 2008)

* **Orlando Caputo Leiva** : Economiste de l'Université du Chile et chercheur du Centre des Etudes sur la Multinationalisation, l'Economie et la Société (CETES), Santiago de Chile ; membre du réseau d'Economie Mondiale, (REDEM) dont le siège est au Mexique ; de la REGGEN, dont le siège est au Brésil et du groupe de travail Mondialisation Economie Mondiale et Economie Nationales, du Conseil Latino Américain des Sciences Sociales (CLACSO)

Les Cahiers de la Pensée Critique Latino Américaine constituent une initiative du Conseil Latino Américain des Sciences Sociales (CLACSO) pour la publication des quelques uns des principaux auteurs de la pensée sociale critique de l'Amérique Latine et des Caraïbes : Ruy Mauro Marini (Brésil) ; Agustín Cueva (Equateur) ; Álvaro García Linera (Bolivie) ; Celso Furtado (Brésil) ; Aldo Ferrer (Argentine) ; José Carlos Mariátegui (Perou) ; Pablo González Casanova (Mexique) ; Suzy Castor (Haïti) ; Marilena Chauí (Brésil) ; Florestan Fernandes (Brésil) ; Orlando Fals Borda (Colombie) ; Mayra Paula Espina Prieto (Cuba) ; Edelberto Torres Rivas (Guatemala) ; Carlos Tünnermann Bernheim (Nicaragua) ; Daniel Mato (Argentine) ; Hugo Aboites (Brésil) ; Jaime Ornelas Delgado (Mexique) ; Jorge Landinelli (Uruguay) ; Marcela Mollis (Argentine) ; Pablo Gentili (Brésil) ; Víctor Manuel Moncayo (Colombie) ; Susana Novick (Argentine) ; Antonio Negri (Italie) ; Guillermo Almeyra (Argentine) ; Luis Tapia (Bolivie) ; Boaventura de Sousa Santos (Portugal) ; René Zavaleta Mercado (Bolivie) ; Enzo Faletto (Chili) ; Angel Quintero Rivera (Porto Rico) ; Carmen Miró (Panama) ; Emir Sader (Brésil) ; José Mauricio Domingues (Brésil) ; Raul Prada Alcoreza (Bolivie) ; François Hourtart (Belgique) ; Ximena Soruco Sologuren (Bolivie) ; María Teresa Zegada Claire (Bolivie) ; Massimo Modonesi (Mexique), entre autres.

Les Cahiers de la Pensée Critique Latino Américaine sont publiés dans le journal mexicain *la Jornada* , dans *Le Monde Diplomatique* en Bolivie, au Brésil, au Chili, en Colombie, en Espagne, au Pérou, au Venezuela, et dans le journal argentin *Página/12* .

Coordination Editoriale : Emir Sader

CLACSO est un réseau de 300 institutions et de plus de 500 programmes d'universitaires en sciences sociales (titulaires de masters et doctorants), qui réalisent des recherches, diffusent des enseignements et des formations en rapport avec les sciences sociales dans 25 pays :

www.clacso.org

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Laurie Pertusa

[Página 12](#) . Buenos Aires, 21 décembre de 2010.